

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2003 — 3537

[C — 2003/29537]

**17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant les statuts administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII**

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

I. — Présentation générale

La dernière convention sectorielle formalisée par le protocole n° 255 du Comité de Négociation du Secteur XVII postule qu'un certain nombre de modifications soient apportées aux statuts des agents des Services du Gouvernement.

Le présent arrêté a pour premier objet de modifier lesdits statuts en conséquence, ces statuts concernant les agents relevant :

- des Services du Gouvernement;
- du Commissariat général aux Relations internationales;
- de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française.

Il poursuit en outre quatre autres objectifs visant respectivement :

- à prendre en compte le nouvel arrêté royal fixant les principes généraux eu égard en particulier au nouvel encadrement qu'il donne à l'autonomie du Gouvernement de la Communauté française en matière statutaire;
- à appréhender plus explicitement la question d'une des obligations internationales de la Communauté française en matière statutaire, celle de la valorisation au plan administratif des services prestés pour compte de services publics relevant d'autres États;
- à rencontrer diverses difficultés pratiques révélées au fil des ans par l'application très concrète des différentes procédures que fondent les statuts des agents des Services du Gouvernement ou, plus largement, répondre à diverses suggestions pratiques émises par différentes autorités en charge de l'exécution de ceux-ci;
- à procéder à la simple correction de l'une ou l'autre erreur formelle contenue dans les différents statuts.

Toutefois, les objectifs précités ne s'étendent pas aux matières du recrutement et de l'évaluation qui font l'objet de projets distincts. Sauf de manière très circonstancielle, le présent arrêté n'aborde donc pas ces matières.

II. — Commentaire des articles :

1. Les articles 1<sup>er</sup>, 3, 6 à 8, 18 et 19 point 3, 21 à 24, 27, 31 et 32 ainsi que 42 à 45, suppriment le niveau 4 en exécution du point 2.1. du protocole n° 255.

2. Les articles 2 et 41 permettent tout d'abord à l'autorité compétente pour ouvrir un emploi d'y faire correspondre un profil de fonction.

Ce faisant, le recrutement pourra être plus pointu pour ce qui concerne les emplois dont l'attribution peut s'enrichir de la qualification ou de l'expérience plus particulière d'un des candidats remplissant bien évidemment par ailleurs les autres conditions de recrutement.

3. L'article 4 vise à accorder une plus grande souplesse dans la reconnaissance, en termes d'anciennetés administratives, des services prestés dans d'autres services publics en ce compris les services publics étrangers par rapport auxquels la Communauté française est tenue par une obligation internationale de libre circulation, en particulier les services publics relevant des autres États membres de l'Union européenne. L'article 4 formule en outre clairement cette dernière obligation déjà contenue implicitement dans l'article 36 du statut administratif. Enfin, il fonde la possibilité d'une correspondance partielle ou totale entre ancienneté administrative et ancienneté pécuniaire et, à ce titre, doit être mis en relation avec l'article 29 du projet.

4. L'article 5 impose l'élaboration initiale d'un profil de fonction pour ce qui concerne la procédure de promotion au rang 12, la pratique ayant révélé l'importance pour toute autorité chargée de classer des candidats à des emplois

à responsabilités d'y procéder à partir d'un tel profil. Il appartiendra aux organes concernés d'établir leur doctrine en la matière, laquelle devra bien évidemment se fonder de manière cohérente sur les besoins de l'administration.

5. L'article 9 actualise la référence au nouvel arrêté royal de principes généraux.

6. Les articles 10, 11 et 12 intègrent dans l'échelle des sanctions disciplinaires la démission d'office, cette nouvelle peine retenue par le nouvel arrêté royal de principes généraux permettant à l'autorité publique de rompre le lien statutaire sans porter préjudice au droit, pour l'agent ainsi sanctionné, à une pension à charge du secteur public.

7. L'article 13 intègre pleinement dans le statut l'abandon par le nouvel arrêté royal de principes généraux de la règle selon laquelle le pénal suspend nécessairement l'action disciplinaire.

Cette suspension devient facultative et ce, essentiellement afin de permettre à l'autorité disciplinaire qui a un doute sérieux sur la réalité d'un fait qui, s'il devait être avéré, recevrait nécessairement une qualification pénale, d'attendre que la justice pénale se prononce sur cette réalité.

Un équilibre est ainsi réalisé entre deux nécessités, celle de ne plus imposer de manière empirique à l'autorité disciplinaire d'attendre parfois des années avant de pouvoir poursuivre disciplinairement et celle de limiter les risques d'appréhension contradictoire, entre pénal et disciplinaire, des faits reprochés.

8. L'article 14 élargit les conditions de désignation du greffier-rapporteur de la Chambre de recours.

9. L'article 16 supprime la priorité accordée aux agents titulaires des grades de correspondant ou de premier correspondant en chef de la recherche dès lors qu'il n'y a plus au niveau 2 de titulaire de ces grades en extinction et assure la transposition du grade subsistant de premier correspondant en chef de la recherche du niveau 2 au niveau 2+.

10. L'article 19, en ses points 1 et 2, exécute le point 2.6. du protocole n° 255 en transposant le grade de correspondant en chef de la recherche en grade de premier assistant et en faisant passer le grade de premier correspondant en chef de la recherche du niveau 2 au niveau 2+.

11. L'article 20 procède à la nomination des agents de niveau 4 dans un grade de niveau 3 conformément au point 2.1. du protocole n° 255.

La nomination d'un agent au niveau 3 n'emporte évidemment pas par elle-même que cet agent puisse valoriser au niveau 3 l'ancienneté de niveau acquise au niveau 4.

De ce point de vue, une dérogation est néanmoins opérée au bénéfice de tout agent des niveaux 3 et 4 qui peuvent se prévaloir de la qualité de lauréat d'un concours d'accession au niveau 3.

Cette prise en compte de la totalité d'ancienneté de niveau acquise au niveau 4, qui permettra aux agents concernés d'atteindre plus rapidement le grade de principalat dans le niveau 3, a été retenue pour mieux tenir compte des efforts accomplis par les agents de niveau 4 qui ont réussi le concours d'accession au niveau supérieur.

12. L'article 25 rompt tout lien formel entre l'exercice d'une fonction supérieure et la nomination ultérieure dans un grade correspondant, le lien actuellement établi n'ayant aucune véritable portée en termes de droits subjectifs pour les agents concernés et induisant ceux-ci en erreur en particulier pour ce qui concerne la valorisation pour la pension des périodes d'activités pendant lesquelles s'exerce une fonction supérieure.

13. L'article 26 procède à la correction d'une simple erreur formelle contenue à l'article 1<sup>er</sup> du statut pécuniaire.

14. L'article 29 permet tout d'abord la valorisation pécuniaire de toute expérience ayant un rapport direct avec les attributions conférées à l'agent concerné, l'article 33 constituant de ce point de vue le prolongement de l'article 2.

Il permet ensuite, en exécution du point 2.2. du protocole n° 255, la valorisation pécuniaire des prestations incomplètes dès lors que celles-ci ont trait à des services postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Il permet enfin de ne pas porter atteinte à des situations acquises.

15. L'article 30 détermine les modalités de calcul des prestations incomplètes en exécution du point 2.2. du protocole n° 255.

16. L'article 33 transpose tout d'abord au plan pécuniaire la mesure contenue à l'article 19, points 1° et 2°, en même temps qu'il porte exécution du point 2.5. du protocole n° 255.

17. L'article 34 porte revalorisation pécuniaire des agents gradués de catégorie spécialisé, groupe de qualification 2, des services extérieurs de l'Aide à la Jeunesse conformément au point 2.7. du protocole n° 255.

18. L'article 35, en ses points 1 et 2, transpose à l'annexe IV du statut pécuniaire la mesure contenue aux articles 19, points 1° et 2°, et 33.

En son point 3°, il transpose le niveau 4 au niveau 3 en fixant les groupes de qualification conformément au point 2.1. du protocole n° 255.

19. L'article 36 transpose tout d'abord au plan pécuniaire une des dispositions déjà contenues à l'article 19 à savoir le passage du grade de premier correspondant en chef de la recherche du niveau 2 au niveau 2+.

Il octroie ensuite, dans le prolongement de l'article 38, point 3, l'échelle barémique de promotion 270/2 aux agents visés par le point 2.5. du protocole n° 255.

20. Les articles 37 à 39 déterminent, en exécution du point 2.1. du protocole n° 255, un régime pécuniaire transitoire organisant un passage progressif au niveau 3 des agents de niveau 4.

Dans le cadre de ce régime transitoire, l'article 39 garantit aux agents concernés qui bénéficieraient sous le régime actuel d'un traitement supérieur à celui auquel ils peuvent prétendre en application du régime transitoire, le maintien de ce régime plus favorable.

A l'issue de ce régime transitoire, l'article 35 du statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement garantit directement aux agents concernés le maintien du traitement pécuniaire le plus favorable, raison pour laquelle les échelles de niveau 4 définies à l'annexe I du même arrêté ne sont pas abrogées.

21. L'article 40 procède à la rectification d'une erreur formelle contenue dans le régime d'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif des statuts du 23 novembre 2000.

22. L'article 46 fixe les dates de prise d'effets des différentes dispositions contenues par le présent arrêté.

L'arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception des dispositions relatives au passage des membres du personnel du niveau 4 au niveau 3 et de la transposition de l'échelle de traitement des contrôleurs principaux des travaux, des dessinateurs en chef et des géomètres experts immobilier en chef en une échelle correspondant à celle de 1<sup>er</sup> gradué qui, conformément au protocole n° 255, produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et de la disposition relative à la revalorisation des agents gradués de catégorie spécialisé, groupe de qualification 2, qui, conformément au point 2.7. du protocole n° 255, produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 2002.

**17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant les statuts administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1<sup>er</sup>, § 2 et § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle des organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 mars 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés des 31 août 1998, 7 janvier 1999, 28 juin 1999, 23 novembre 2000, 18 décembre 2001 et 15 mai 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés des 31 août 1998, 7 janvier 1999, 28 juin 1999, 23 novembre 2000 et 18 décembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du 26 février 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure au Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 2000 portant des dispositions modificatives et transitoires des statuts des agents des Services du Gouvernement, du règlement organique du Ministère et des cadres du Ministère, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Commissariat général aux Relations internationales, notamment l'article 31;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 novembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 novembre 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 novembre 2002;

Vu l'avis du Conseil de direction du S.P.R.R.T.V., donné le 18 novembre 2002;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'O.N.E., donné le 12 décembre 2002;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 16 décembre 2002;

Vu l'avis du Conseil de direction du C.G.R.I., donné le 28 mars 2003;

Vu le protocole n° 275 du Comité de Secteur XVII, conclu le 21 février 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 35.410/2 du Conseil d'Etat, donné le 2 juin 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 juillet 2003;

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions relatives au statut administratif  
des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

**Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996  
portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est modifié comme suit :

1° au paragraphe 2, 1<sup>er</sup> alinéa, le point 5° est supprimé;

2° au paragraphe 3, le point 5° est supprimé.

**Art. 2.** L'article 16 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Lors d'une déclaration de vacance d'emploi au recrutement, l'autorité compétente peut, lorsque la nature de la fonction l'exige, dresser un profil de fonction en termes de qualification et d'expérience souhaitées. »

**Art. 3.** A l'article 20 du même arrêté, le dernier tiret est supprimé.

**Art. 4.** L'article 36, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots « Le Gouvernement détermine » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement, le ministre ou le fonctionnaire général auquel ce pouvoir a été délégué »;

2° au littéra *b*, les mots « , en ce compris les services publics relevant d'une institution étrangère lorsque l'examen de l'admissibilité des services qui y sont accomplis répond à une obligation de droit international s'imposant à la Communauté française, » sont insérés entre les mots « les Services du Gouvernement » et les mots « et dont le personnel » et les mots « par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « par la même autorité »;

3° il est ajouté un littéra *d*) rédigé comme suit :

« *d*) les services autres que ceux visés aux littéras précédents lorsqu'ils sont pris en compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire ».

**Art. 5.** A l'article 38, § 2, du même arrêté, le 1<sup>er</sup> alinéa est remplacé par les deux alinéas suivants :

« Préalablement à une déclaration de vacance d'un emploi de rang 12 à pourvoir selon une des procédures visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, il est établi un profil de fonction correspondant à l'emploi considéré.

Préalablement à une déclaration de vacance d'un emploi d'un autre rang à pourvoir selon une des procédures visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination décide si, eu égard aux besoins du service, un profil de fonction doit correspondre à l'emploi considéré. »

**Art. 6.** L'article 44, § 2, du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le littéra *d* est supprimé;

2° à l'alinéa 2, les mots « et 30 » sont supprimés.

**Art. 7.** L'article 59 du même arrêté est supprimé.

**Art. 8.** L'article 65 du même arrêté est supprimé.

**Art. 9.** A l'article 78 du même arrêté, les mots « aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux » sont remplacés par les mots « aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux. »

**Art. 10.** A l'article 99 du même arrêté, le point 6 est remplacé par les points suivants :

« 6. la démission d'office;

7. la révocation. »

**Art. 11.** A l'article 102 du même arrêté, les mots, « de la démission d'office » sont ajoutés entre les mots « de la rétrogradation » et les mots « et de la révocation ».

**Art. 12.** A l'article 104, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « de la démission d'office et » sont ajoutés entre les mots « A l'exception » et les mots « de la révocation ».

**Art. 13.** A l'article 105 du même arrêté, le second alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« En cas d'action pénale, l'action disciplinaire peut être suspendue. Elle doit toutefois être entamée au plus tard dans les six mois de la prise de connaissance de la décision judiciaire définitive par l'autorité qui est appelée à émettre la proposition provisoire ».

**Art. 14.** A l'article 107, § 6, du même arrêté, il est ajouté après les mots « du niveau 1 » les mots « ou les agents titulaires d'un grade de promotion du niveau 2 ou 2+ justifiant d'une expérience dans le domaine de la fonction publique ».

**Art. 15.** A l'article 124, alinéa 2, du même arrêté, les mots « de correspondant en chef de la recherche » sont supprimés.

**Art. 16.** L'article 125 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le point 3° est supprimé;

2° au point 4°, les mots « , de premier correspondant en chef de la recherche » sont insérés entre les mots « de dessinateur en chef » et les mots « ou de géomètre expert immobilier en chef ».

**Art. 17.** L'article 129 bis du même arrêté est abrogé.

**Art. 18.** La partie de l'annexe I du même arrêté relative au classement hiérarchique des grades est supprimée en tant qu'elle porte mention du niveau 4.

**Art. 19.** L'annexe II du même arrêté est modifiée comme suit :

1° la mention

2	22	Premier correspondant en chef de la recherche ou première correspondante en chef de la recherche	administratif	2	25	premier correspondant en chef de la recherche
---	----	--	---------------	---	----	---

est remplacée par la mention

2+	27	Premier correspondant en chef de la recherche ou première correspondante en chef de la recherche	administratif	2	25	Premier correspondant en chef de la recherche
----	----	--	---------------	---	----	---

et est insérée entre la mention

2+	27	Assistant social ou assistante sociale en chef	spécialisé	2	28	assistant social en chef
----	----	--	------------	---	----	--------------------------

et la mention

2+	27	Chef de groupe	spécialisé	2	24	chef de groupe
----	----	----------------	------------	---	----	----------------

2° la mention

2	22	Correspondant en chef de la recherche ou correspondante en chef de la recherche	administratif	2	24	correspondant en chef de la recherche
---	----	---	---------------	---	----	---------------------------------------

est remplacée par la mention

2	22	premier assistant ou première assistante	administratif	2	24	correspondant en chef de la recherche
---	----	--	---------------	---	----	---------------------------------------

3° les mentions « 4 40 agent ou agente » sont remplacées par les mentions « 3 30 adjoint ou adjointe ».

*Section 2.* — Dispositions portant nomination des agents de niveau 4 à un grade de niveau 3

**Art. 20.** Chaque agent nommé à un grade de niveau 4 en application du statut des agents des Services du Gouvernement est nommé à un grade de niveau 3, conformément au tableau figurant en annexe I au présent arrêté, qui le situe dans un rang et dans une catégorie et qui l'habilite à occuper un des emplois prévus aux cadres fixés pour les Services du Gouvernement qui correspond à ce grade.

Tout agent nommé à un grade de niveau 3 ou de niveau 4 ayant antérieurement été lauréat d'un concours d'accession au niveau 3 emporte au niveau 3 l'ancienneté de niveau qu'il a acquise au niveau 4.

*Section 3.* — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française

**Art. 21.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 13 février 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, le dernier tiret est supprimé.

**Art. 22.** A l'article 4, § 3, du même arrêté, les mots « 30, » et « 42, » sont supprimés.

**Art. 23.** A l'article 5, § 1<sup>er</sup>, dernier tiret et § 2, dernier tiret du même arrêté, les mots « des niveaux 2+, 2, 3 et 4, » sont remplacés par les mots « des niveaux 2+, 2 et 3, ».

**Art. 24.** A l'article 8 du même arrêté, les mots « ou 42 » sont supprimés.

**Art. 25.** A l'article 9 du même arrêté, le second alinéa est supprimé.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives au statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

*Section 1<sup>re</sup>.* — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

**Art. 26.** A l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> alinéa, de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les mots « du montant de base de tous les échelons » sont remplacés par les mots « du montant de base, de tous les échelons. »

**Art. 27.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les mots « des niveaux 4 à 1 » sont remplacés par les mots « des niveaux 3 à 1 ».

**Art. 28.** A l'article 6 du même arrêté, les mots « des niveaux 4 ou 3 » sont remplacés par les mots « du niveau 3 ».

**Art. 29.** A l'article 14 du même arrêté, il est ajouté un quatrième et un cinquième alinéas rédigés comme suit :

« Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires les services effectifs accomplis dans une fonction comportant des prestations complètes même prestés dans le secteur privé lorsqu'ils attestent d'une expérience définie préalablement au recrutement et fondant celui-ci. — S'ils n'ont pas été valorisés au recrutement, les mêmes services peuvent être admis ultérieurement pour l'octroi des augmentations intercalaires lorsqu'en cours de carrière, ils attestent, sur proposition du supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 5 du statut des agents des Services du Gouvernement, d'une expérience définie préalablement à un changement d'attribution et fondant celui-ci.

L'exigence de prestations complètes retenue par les dispositions qui précèdent n'est plus requise pour l'admissibilité des services postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2002 ou des services à prestations incomplètes déjà valorisés au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française dans le cadre d'une relation juridique autre que celle que fonde le présent statut ».

**Art. 30.** L'article 17 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le premier alinéa est remplacé par les trois alinéas suivants :

« Les services admissibles se comptent par mois entiers.

Les services admissibles qui couvrent un mois calendrier entier sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire.

Les services admissibles qui ne couvrent pas un mois calendrier entier sont valorisés dans l'ancienneté pécuniaire à concurrence d'un mois par cumul de services effectifs atteignant 21 jours ouvrables avec effet le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit celui au cours duquel cette condition de valorisation est remplie. »

2° il est ajouté un septième alinéa rédigé comme suit :

« Les prestations incomplètes mentionnées sur la même attestation sont accompagnées de l'indication du rapport, en pourcentage, entre celles-ci et les prestations complètes et sont valorisées au prorata ».

**Art. 31.** A l'article 29, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « 10, 25, 20, 30 et 40 » sont remplacés par les mots « 10, 25, 20 et 30 ».

**Art. 32.** A l'article 30 du même arrêté, la mention

« - Premier agent	420/1	420/2	420/3	
- Agent principal	410/1	410/2	410/3	
- Agent	400/1 400/1* 402/1*	400/2 401/2* 402/2*	400/3 401/3* 402/3*	»

est supprimée.

**Art. 33.** L'article 34 du même arrêté est modifié comme suit :

1° la mention

« - Correspondant en chef de la recherche	220/2S »
---	----------

est supprimée.

2° la mention « 222/2S » est remplacée par la mention « 270/2T »;

3° en regard des grades de « contrôleur principal des travaux », « dessinateur en chef » et « géomètre expert immobilier en chef », la mention « 270/2S » est remplacée par la mention « 270/2M ».

**Art. 34.** Un article 35 quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 35 quater. A dater du 1<sup>er</sup> mars 2002, les agents de niveau 2+, catégorie spécialisée, relevant du groupe de qualification 2, qui exercent effectivement leurs prestations dans les services extérieurs de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse bénéficient, pour tout mois au cours duquel ils peuvent s'en prévaloir, pour tout ou partie du mois, d'un forfait faisant partie intégrante du traitement et fixé mensuellement comme suit :

1° de mars 2002 à décembre 2002 : 36,15 euros;

2° à partir de janvier 2003 : 72, 30 euros. »

**Art. 35.** L'annexe IV du même arrêté est modifiée comme suit :

1° la mention

« premier correspondant en chef de la recherche	premier correspondant en chef de la recherche	2 »
---	---	-----

est déplacée entre la mention

« assistant social en chef	assistant social en chef	3 »
----------------------------	--------------------------	-----

et la mention

« chef de groupe	chef de groupe	2 »
------------------	----------------	-----

2° la mention

« correspondant en chef de la recherche	correspondant en chef de la recherche	2 »
---	---------------------------------------	-----

est remplacée par la mention

« premier assistant	correspondant en chef de la recherche	2 »
---------------------	---------------------------------------	-----

3° les mots « agent ou agent principal » sont remplacés par les mots « adjoint ou adjoint principal » et, en regard des mentions ainsi modifiées, les chiffres « 2 » et « 3 » sont remplacés respectivement par les chiffres « 1 » et « 2 ».

**Art. 36.** L'annexe VI du même arrêté est modifiée comme suit :

1° au point 6, les mots « Echelle 222/2S » sont remplacés par les mots « Echelle 270/2T »;

2° après le point 7, il est inséré un point 7 bis rédigé comme suit :

« 7bis. Echelle 270/2M

Minimum	21.988,17
Echelons	3 (1) x 272, 69 13 (2) x 557,77 »

*Section 2. — Dispositions portant régime pécuniaire transitoire des agents de niveau 4 nommés à un grade de niveau 3*

**Art. 37.** Les agents de niveau 4 nommés dans un grade de niveau 3 en application de l'article 20 du présent arrêté et dont l'échelle de traitement était fixée dans le groupe de qualification 1 ou 2 bénéficient successivement des échelles suivantes :

1° du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 30 novembre 2002, de l'échelle 300/A fixée comme suit :

Minimum	12.518,63
Echelons	3 (1) x 148,74 13 (2) x 71,89

2° du 1<sup>er</sup> décembre 2002 au 31 décembre 2002, de l'échelle 300/A fixée comme suit :

Minimum	12.643,80
Echelons	3 (1) x 150,22 13 (2) x 72,60

3° du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2003, de l'échelle 300/A fixée comme suit :

Minimum	12.643,81
Echelons	3 (1) x 150,22 13 (2) x 185,27

4° à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, de l'échelle de traitement fixée par le statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement et classée par celui-ci dans le groupe de qualification 1.

**Art. 38.** Les agents de niveau 4 nommés dans un grade de niveau 3 en application de l'article 20 du présent arrêté et dont l'échelle de traitement était fixée dans le groupe de qualification 3 bénéficient successivement des échelles suivantes :

1° du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 30 novembre 2002, de l'échelle 300/B fixée comme suit :

Minimum	12.679,76
Echelons	3 (1) x 148,74 13 (2) x 71,89

2° du 1<sup>er</sup> décembre 2002 au 31 décembre 2002, de l'échelle 300/B fixée comme suit :

Minimum	12.806,54
Echelons	3 (1) x 150,22 13 (2) x 72,60

3° du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2003, de l'échelle 300/B fixée comme suit :

Minimum	13.495,08
Echelons	3 (1) x 150,22 13 (2) x 185,27

4° à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, de l'échelle de traitement fixée par le statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement et classée par celui-ci dans le groupe de qualification 2.

**Art. 39.** L'article 12, § 2, de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est applicable aux membres du personnel soumis aux dispositions de la présente Section.

*Section 3.* — Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 23 novembre 2000 portant des dispositions modificatives et transitoires des statuts des agents des Services du Gouvernement, du règlement organique du Ministère et des cadres du Ministère, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Commissariat général aux Relations internationales

**Art. 40.** A l'article 31 de l'arrêté du Gouvernement du 23 novembre 2000 portant des dispositions modificatives et transitoires des statuts des agents des Services du Gouvernement, du règlement organique du Ministère et des cadres du Ministère, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Commissariat général aux Relations internationales, les mots « de son article 16 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2000 » sont remplacés par les mots « de son article 16 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2000 ».

#### CHAPITRE III. — *Dispositions particulières relatives aux statuts du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance*

*Section 1<sup>re</sup>.* — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance*

**Art. 41.** L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« Lors d'une déclaration de vacance d'emploi au recrutement, le Conseil d'Administration peut dresser un profil de fonction en termes de qualification et d'expérience souhaitées. »

*Section 2.* — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure à l'Office de la Naissance et de l'Enfance

**Art. 42.** A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement du 12 janvier 1998 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure à l'Office de la Naissance et de l'Enfance, les mentions « 2, 3 et 4 » sont remplacées par les mentions « 2 et 3 ».

**Art. 43.** A l'article 6 du même arrêté, la mention « 22, 32 ou 42 » est remplacée par la mention « 22 ou 32 ».

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions particulières relatives aux statuts du personnel du Commissariat général aux Relations internationales*

*Section unique.* — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 9 mai 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure au Commissariat général aux Relations internationales

**Art. 44.** A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement du 9 mai 1997 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure au Commissariat général aux Relations internationales, les mentions « 2, 3 et 4 » sont remplacées par les mentions « 2 et 3 ».

**Art. 45.** A l'article 6 du même arrêté, la mention « 22, 32 ou 42 » est remplacée par la mention « 22 ou 32 ».

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 46.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de ses articles 1<sup>er</sup>, 3, 6 à 8, 18, 19 points 2° et 3°, 20, 21 à 24, 27 et 28, 30 à 32, 33 points 1° et 3°, 35 points 2° et 3°, 36 point 2°, 37 à 39, et 42 à 45 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et de son article 34 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 2002.

**Art. 47.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé des missions confiées à l'O.N.E.  
J.-M. NOLLET

Annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement du 17 juillet 2003  
modifiant les statuts administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement

N.N.	R.N.	Grade nouveau et catégorie nouvelle	N.A.	R.A.	Grade actuel et catégorie actuelle
3	30 ou 31	adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale  administratif	4	40, 41 ou 42	agent ou agente ou agent principal ou agente principale ou premier agent ou première agente  administratif
3	30 ou 31	adjoint ou adjointe ou adjoint principal ou adjointe principale  technique	4	40 41 ou 42	agent ou agente ou agent principal ou agente principale ou premier agent ou première agente  technique

Vu pour être annexé à l'arrêté du 17 juillet 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé des missions confiées à l'O.N.E.  
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3537

[C - 2003/29537]

**17 JULI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het administratief statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren**

I. — Algemene toelichting

De laatste sectorovereenkomst die in het protocol van het Onderhandelingscomité van Sector XVII werd verwoord, bepaalt dat een aantal wijzigingen dienen te worden aangebracht aan de statuten van de ambtenaren van de Diensten van de Regering.

Dit besluit heeft als eerste doel die statuten dienovereenkomstig te wijzigen; die statuten gelden voor de ambtenaren die ressorteren onder :

- de Diensten van de Regering;
- het « Commissariat général aux Relations internationales » « Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen);
- de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn);
- het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap).

Het streeft bovendien vier andere doelstellingen na :

- rekening houden met het nieuwe koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, inzonderheid gelet op het nieuwe kader dat het geeft voor de autonomie van de Regering van de Franse Gemeenschap in statutaire zaken;
- uitdrukkelijker beantwoorden aan één van de internationale verplichtingen van de Franse Gemeenschap in statutaire zaken, namelijk het laten gelden, op administratief vlak, van de diensten gepresteerd voor rekening van de overheidsdiensten die onder andere staten ressorteren;

- een oplossing proberen te vinden voor verschillende praktische moeilijkheden die zijn ontstaan in de loop der jaren als gevolg van de zeer concrete toepassing van de verschillende procedures die worden bepaald in de statuten van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, of, meer in het algemeen, een antwoord te geven op verschillende praktische suggesties die werden geuit door verschillende overheden belast met de uitvoering ervan;

- de gewone verbetering van de ene of andere formele fout die in de verschillende statuten vervat zijn.

Voorvoemde doelstellingen hebben echter geen betrekking op de aangelegenheden inzake werving en evaluatie, die het doel van afzonderlijke ontwerpen zullen zijn. Behoudens voor zeer beperkte gevallen, heeft dit besluit dus geen betrekking op die aangelegenheden.

## II. — Commentaar bij de artikelen

1. De artikelen 1, 3, 6 tot 8, 18 en 19 punt 3, 21 tot 24, 27, 31 en 32 alsook 42 tot 45, schaffen niveau 4 ter uitvoering van punt 2.1. van protocol nr. 255 af.

2. De artikelen 2 en 41 laten eerst de overheid die bevoegd is om een betrekking te openen toe een ambtsprofiel te bepalen dat met die betrekking overeenstemt.

Zo kan de werving passender zijn voor de betrekkingen waarvan de toekenning verrijkt kan worden met de bijzondere kwalificatie of ervaring van één van de kandidaten, die overigens uiteraard de andere wervingsvoorwaarden moet vervullen.

3. Artikel 4 heeft tot doel meer soepelheid te verlenen bij het in aanmerking nemen, op het gebied van de administratieve anciënniteit, van de diensten gepresteerd in andere overheidsdiensten, met inbegrip van de buitenlandse overheidsdiensten ten aanzien waarvan de Franse Gemeenschap verbonden is door een internationale verplichting inzake vrij verkeer, inzonderheid de overheidsdiensten die ressorteren onder de andere lidstaten van de Europese Unie. Artikel 4 bepaalt overigens uitdrukkelijk die laatste verplichting, die reeds impliciet in artikel 36 van het administratief statuut vermeld was. Het bepaalt ten slotte de mogelijkheid van een gedeeltelijke of volledige overeenstemming tussen de administratieve anciënniteit en de geldelijke anciënniteit en moet daarbij in verbinding met artikel 29 van het ontwerp worden gelezen.

4. Artikel 5 legt de oorspronkelijke vaststelling van een ambtsprofiel op voor de procedure inzake bevordering tot rang 12, daar uit de praktijk is gebleken dat het voor elke overheid belast met het rangschikken van kandidaten voor betrekkingen met veel verantwoordelijkheden belangrijk is die rangschikking te verrichten op grond van een dergelijk profiel. Het komt de betrokken organen toe hun doctrine in deze zaak te bepalen, die uiteraard op een coherente wijze aan de behoeften van het bestuur zal moeten voldoen.

5. Artikel 9 verwijst naar het nieuwe koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

6. De artikelen 10, 11 en 12 neemt in de schaal van de tuchtsancties het ontslag van ambtswege op; die nieuwe sanctie bepaald in het nieuwe koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes laat de overheid toe het statutair verband te beëindigen zonder afbreuk te doen aan het recht, voor de aldus gestrafte ambtenaar, op een pensioen ten laste van de overheid.

7. Artikel 13 bevestigt volop in het statuut het afstand dat het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes doet van de regel volgens welke de strafvordering de tuchtvordering moet schorsen.

Die schorsing wordt facultatief, vooral om de overheid die de tuchtsanctie moet uitspreken en die twijfelt over de werkelijkheid van een feit dat, mocht dit feit worden aangetoond, een strafvervolgung tot gevolg zou hebben, toe te laten, te wachten totdat het strafgerecht zich uitsprekt over die werkelijkheid.

Zo wordt een evenwicht bereikt tussen twee noodzakelijke standpunten : enerzijds, de overheid die de tuchtsanctie moet uitspreken niet meer op een empirische wijze verplichten soms jarenlang te moeten wachten alvorens een tuchtsanctie te treffen, en anderzijds, de risico's beperken dat er een benadering van de ten laste gelegde feiten tot stand zou komen die een contradictie zou inhouden tussen strafvervolgung en tuchtvervolgung.

8. Artikel 14 breidt de voorwaarden uit voor de aanstelling van de griffier-rapporteur van de raad van beroep.

9. Artikel 16 schaft de voorrang af die wordt verleend aan de ambtenaren die titularis zijn van de graden van correspondent der vorsing of eerste hoofdcorrespondent der vorsing, aangezien er in niveau 2 geen titularis van die uitdovende graden meer bestaat en verplaatst de overblijvende graad van eerste hoofdcorrespondent der vorsing van niveau 2 naar niveau 2+.

10. Artikel 19, met zijn punten 1 en 2, voert punt 2.6. van het protocol nr. 255 uit door de graad van hoofdcorrespondent der vorsing om te zetten tot de graad van eerste assistent en door de graad van eerste hoofdcorrespondent der vorsing van niveau 2 naar niveau 2+ over te brengen.

11. Artikel 20 bepaalt de benoeming van de ambtenaren van niveau 4 in een graad van niveau 3 overeenkomstig punt 2.1. van het protocol nr. 255.

De benoeming van een ambtenaar in niveau 3 heeft uiteraard niet op zichzelf tot gevolg dat die ambtenaar in niveau 3 de niveauanciënniteit verworven in niveau 4 zou kunnen laten gelden.

Een afwijking wordt echter toegestaan aan iedere ambtenaar van de niveaus 3 en 4 die zich kunnen beroepen op de hoedanigheid van geslaagde bij een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 3.

Dat in aanmerking nemen van de gehele niveauanciënniteit verworven in niveau 4, waardoor de betrokken ambtenaren sneller de graad van eersaanwezend ambtenaar in niveau 3 kunnen bereiken, heeft tot doel meer rekening te houden met de inspanningen van de ambtenaren van niveau 4 die geslaagd zijn voor het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau.

12. Artikel 25 maakt een einde aan elk formeel verband tussen het uitoefenen van een hoger ambt en de latere benoeming in een overeenstemmende graad, daar het huidige verband niets oplevert voor de subjectieve rechten van de betrokken ambtenaren, aangezien deze in de war worden gemaakt, inzonderheid betreffende het in aanmerking nemen, voor het pensioen, van de activiteitsperioden gedurende welke een hoger ambt wordt uitgeoefend.

13. Artikel 26 verbetert gewoon een formele fout vervat in artikel 1 van het geldelijk statuut.

14. Artikel 29 laat toe dat elke ervaring die een rechtstreeks verband heeft met de aan de betrokken ambtenaar toegekende bevoegdheden op geldelijk vlak in aanmerking wordt genomen, waarbij artikel 33 de verlenging van artikel 2 uitmaakt.

Het laat vervolgens, ter uitvoering van punt 2.2. van protocol nr. 255, toe, dat onvolledige prestaties op geldelijk vlak in aanmerking worden genomen, als die betrekking hebben op diensten die na 1 januari 2002 werden gepresteerd.

Het laat ten slotte toe dat geen afbreuk wordt gedaan aan verworven toestanden.

15. Artikel 30 bepaalt de nadere regels voor de berekening van de onvolledige prestaties ter uitvoering van punt 2.2. van protocol nr. 255.

16. Artikel 33 zet eerst op geldelijk vlak de maatregel om die bepaald is in artikel 19, punten 1° en 2°, en legt tegelijk punt 2.5. van protocol nr. 255 ten uitvoer.

17. Artikel 34 kent een geldelijke verhoging toe aan de gegradueerde ambtenaren van de categorie « gespecialiseerd personeel - kwalificatiegroep 2 », van de buitendiensten van de administratie Hulpverlening aan de Jeugd overeenkomstig punt 2.7. van protocol nr. 255.

18. Artikel 35, met zijn punten 1 en 2, zet in bijlage IV van het geldelijk statuut de maatregel bepaald in de artikelen 19, punten 1° en 2°, en 33, om.

Met zijn punt 3° zet het niveau 4 tot niveau 3 om, door de kwalificatiegroepen overeenkomstig punt 2.1. van protocol nr. 255 vast te stellen.

19. Artikel 36 zet eerst op geldelijk vlak één van de in artikel 19 reeds vervatte bepalingen om, namelijk de overgang van de graad van eerste hoofdcorrespondent der vorsing van niveau 2 naar niveau 2+.

Het kent vervolgens, in het verlengde van artikel 38, punt 3, de bevorderingsschaal 270/2 toe aan de ambtenaren bedoeld in punt 2.5. van protocol nr. 255.

20. De artikelen 37 tot 39 bepalen, ter uitvoering van punt 2.1. van protocol nr. 255, een overgangsbezoldigingsregeling voor de geleidelijke overgang naar niveau 3 van de ambtenaren van niveau 4.

In het kader van die overgangsregeling, waarborgt artikel 39 aan de betrokken ambtenaren die in de huidige regeling een hogere wedde zouden genieten dan die waarop ze aanspraak kunnen maken bij toepassing van de overgangsregeling, het behoud van die gunstigere regeling.

Op het einde van die overgangsregeling, waarborgt artikel 35 van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering rechtstreeks aan de betrokken ambtenaren het behoud van de gunstigste wedde; dit is de reden waarom de schalen van niveau 4 bepaald in bijlage I van hetzelfde besluit niet worden opgeheven.

21. Artikel 40 verbetert een formele fout in de bepaling betreffende de inwerkingtreding van het besluit tot wijziging van de statuten van 23 november 2000.

22. Artikel 46 stelt de datums vast met ingang waarvan de verschillende bepalingen bedoeld bij dit besluit uitwerking hebben.

Het besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de bepalingen betreffende de overgang van de personeelsleden van niveau 4 naar niveau 3 en van de omzetting van de weddeschaal van de ambten van eerstaanwezend controleur van werken, hoofdtekenaar, hoofdlandmeter-expert onroerende goederen tot een schaal die overeenstemt met deze van eerste gegradueerde die, overeenkomstig protocol nr. 255, uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2002 en van de bepaling betreffende de toekenning van een hogere wedde aan de gegradueerde ambtenaren van de categorie « gespecialiseerd personeel - kwalificatiegroep 2 », die, overeenkomstig punt 2.7. van protocol nr. 255, uitwerking heeft met ingang van 1 maart 2002.

---

### 17 JULI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het administratief statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1, § 2 en § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 tot oprichting van een « Commissariat général aux relations internationales » (Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen), inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het « Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), inzonderheid op artikel 13, vervangen door het decreet van 27 maart 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « ONE », inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 31 augustus 1998, 7 januari 1999, 28 juni 1999, 23 november 2000, 18 december 2001 en 15 mei 2002;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 31 augustus 1998, 7 januari 1999, 28 juni 1999, 23 november 2000 en 18 december 2001;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 26 februari 1998;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt bij het « Commissariat général aux relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 betreffende het uitoefenen van een hoger ambt bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 2000 houdende sommige wijzigings- en overgangsbepalingen van het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, van het organiek reglement van het Ministerie en van de personeelsformaties van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en van het « Commissariat général aux Relations internationales », inzonderheid op artikel 31;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 november 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 november 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 6 november 2002;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Dienst voor inning van het kijk- en luistergeld, gegeven op 18 november 2002;

Gelet op het advies van de Directieraad van de O.N.E., gegeven op 12 december 2002;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 16 december 2002;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België, gegeven op 28 maart 2003;

Gelet op het protocol nr. 275 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 21 februari 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies nr. 35.410/2 van de Raad van State, gegeven op 2 juni 2003 met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 juli 2003;

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende het administratief statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

*Afdeling 1. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 2, lid 1, wordt punt 5° geschrapt;

2° in paragraaf 3, wordt punt 5° geschrapt.

**Art. 2.** Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij de vacantverklaring van een wervingsbetrekking, kan de bevoegde overheid, wanneer dit door de aard van het ambt vereist is, een ambtsprofiel vaststellen voor de gewenste kwalificatie en ervaring. ».

**Art. 3.** In artikel 20 van hetzelfde besluit, wordt het laatste streepje geschrapt.

**Art. 4.** Artikel 36, § 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden « De Regering bepaalt » worden vervangen door de woorden « De Regering, de minister of de ambtenaar-generaal aan wie die bevoegdheid werd gedelegeerd »;

2° in *b*, worden de woorden met inbegrip van de overheidsdiensten die onder een buitenlandse instelling ressorteren, wanneer het onderzoek over het in aanmerking nemen van de diensten die daar worden gepresteerd beantwoordt aan een verplichting van internationaal recht die aan de Franse Gemeenschap opgelegd wordt, « ingevoegd tussen de woorden « de Diensten van de Regering » en de woorden « en waarvan het personeel », en worden de woorden « door de Regering » vervangen door de woorden « door dezelfde overheid »;

3° wordt een letter *d*) toegevoegd, luidend als volgt :

« *d*) de andere diensten dan deze die bij de vorige letters bedoeld zijn, wanneer zij in aanmerking worden genomen voor de geldelijke anciënniteit. ».

**Art. 5.** In artikel 38, § 2, van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid vervangen door de twee volgende leden :

« Voor de vacantverklaring van een betrekking van rang 12 volgens één van de procedures bedoeld in paragraaf 1, wordt een ambtsprofiel vastgesteld dat met de bedoelde betrekking overeenstemt.

Voor de vacantverklaring van een betrekking van een andere rang die toe te kennen is volgens één van de procedures bedoeld in paragraaf 1, beslist de tot benoemen bevoegde overheid of, gelet op de behoeften van de dienst, een ambtsprofiel met de bedoelde betrekking moet overeenstemmen. ».

**Art. 6.** Artikel 44, § 2, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1, wordt letter *d* geschrapt;

2° in lid 2, worden de woorden « en 30 » geschrapt.

**Art. 7.** Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

**Art. 8.** Artikel 65 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

**Art. 9.** In artikel 78 van hetzelfde besluit, worden de woorden « de bepalingen van artikel 49 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes » vervangen door de woorden « de bepalingen van artikel 22 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes. ».

**Art. 10.** In artikel 99 van hetzelfde besluit wordt punt 6 vervangen door de volgende punten :

« 6. ontslag van ambtswege;

7. afzetting. ».

**Art. 11.** In artikel 102 van hetzelfde besluit, worden de woorden « het ontslag van ambtswege » ingevoegd tussen de woorden « de terugzetting in graad » en de woorden « en de afzetting ».

**Art. 12.** In artikel 104, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « het ontslag van ambtswege en » ingevoegd tussen de woorden « behalve » en de woorden « de afzetting ».

**Art. 13.** In artikel 105 van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid vervangen door het volgende lid : « In geval van strafvordering kan de tuchtvordering worden geschorst. Ze moet echter uiterlijk binnen de zes maanden ingesteld worden na de kennisneming van de definitieve rechterlijke beslissing door de overheid die het voorlopig voorstel moet uitbrengen. ».

**Art. 14.** In artikel 107, § 6, van hetzelfde besluit, worden na de woorden « van niveau 1 » de woorden « of de ambtenaren die bekleed zijn met een bevorderingsgraad van niveau 2 of 2+ die het bewijs leveren van een ervaring in ambtenarenzaken ».

**Art. 15.** In artikel 124, lid 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden « hoofdcorrespondent der vorsing » geschrapt.

**Art. 16.** Artikel 125 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 3° wordt geschrapt;

2° in punt 4°, worden de woorden « eerste correspondent der vorsing » ingevoegd tussen de woorden « hoofdtekenaar », en de woorden « hoofdlandmeter-expert onroerende goederen ».

**Art. 17.** Artikel 129*bis* van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 18.** Het deel van bijlage I van hetzelfde besluit betreffende de hiërarchische indeling van de graden dat betrekking heeft op niveau 4 wordt afgeschaft.

**Art. 19.** Bijlage II van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de vermelding

2	22	eerste hoofdcorrespondent der vorsing	administratief	2	25	eerste hoofdcorrespondent der vorsing
---	----	---------------------------------------	----------------	---	----	---------------------------------------

wordt vervangen door de vermelding

2+	27	eerste hoofdcorrespondent der vorsing	administratief	2	25	eerste hoofdcorrespondent der vorsing
----	----	---------------------------------------	----------------	---	----	---------------------------------------

en wordt ingevoegd tussen de vermelding

2+	27	hoofdmaatschappelijk assistent	gespecialiseerd	2	28	hoofdmaatschappelijk assistent (Fr. « assistant social en chef »)
----	----	--------------------------------	-----------------	---	----	---

en de vermelding

2+	27	groepschef	gespecialiseerd	2	24	groepschef
----	----	------------	-----------------	---	----	------------

2° de vermelding

2	22	hoofdcorrespondent der vorsing	administratief	2	24	hoofdcorrespondent der vorsing
---	----	-----------------------------------	----------------	---	----	-----------------------------------

wordt vervangen door de vermelding

2	22	Eerste assistent	administratief	2	24	hoofdcorrespondent der vorsing
---	----	------------------	----------------	---	----	-----------------------------------

3° de vermeldingen « 4 40 beambte » worden vervangen door de vermeldingen « 3 30 adjunct ».

*Afdeling 2.* — Bepalingen houdende benoeming van de ambtenaren van niveau 4 in een graad van niveau 3

**Art. 20.** Iedere ambtenaar die in een graad van niveau 4 benoemd is bij toepassing van het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering wordt benoemd in een graad van niveau 3, overeenkomstig de tabel vermeld in bijlage I bij dit besluit, die hem in een rang en in een categorie situeert en die hem machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen die bepaald zijn in de personeelsformaties vastgesteld voor de Diensten van de Regering die overeenstemt met deze graad.

Iedere ambtenaar die benoemd is in een graad van niveau 3 of van niveau 4 die vroeger geslaagd is voor een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 3 behoudt in niveau 3 de niveauanciënniteit die hij op niveau 4 verworven had.

*Afdeling 3.* — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

**Art. 21.** In artikel 2 van het besluit van de Regering van 13 februari 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt het laatste streepje geschrapt.

**Art. 22.** In artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit, worden de woorden « 30 » en « 42 » geschrapt.

**Art. 23.** In artikel 5, § 1, laatste streepje, en § 2, laatste streepje van hetzelfde besluit, worden de woorden « van de niveaus 2+, 2, 3 en 4, » vervangen door de woorden « van de niveaus 2+, 2 en 3, ».

**Art. 24.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de woorden « of 42 » geschrapt.

**Art. 25.** In artikel 9 van hetzelfde besluit, wordt het tweede lid geschrapt.

**HOOFDSTUK II.** — *Bepalingen betreffende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

*Afdeling 1.* — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

**Art. 26.** In artikel 1, 2e lid, van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden in de Franse tekst de woorden « du montant de base de tous les échelons » vervangen door de woorden « du montant de base, de tous les échelons. ».

**Art. 27.** In artikel 4 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « van de niveaus 4 tot 1 » vervangen door de woorden « van de niveaus 3 tot 1 ».

**Art. 28.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de woorden « van de niveaus 4 of 3 » vervangen door de woorden « van niveau 3 ».

**Art. 29.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden een vierde lid en een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Komen eveneens in aanmerking voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen de werkelijke diensten gepresteerd in een ambt met volledige prestaties die zelfs in de privé-sector verricht zijn wanneer zij het bewijs leveren van een ervaring die vóór de werving werd bepaald en waarop deze steunt. Als ze niet bij de werving in aanmerking werden genomen, kunnen dezelfde diensten later in aanmerking worden genomen voor de tussentijdse verhogingen, wanneer zij, gedurende de loopbaan, het bewijs leveren, op de voordracht van de hiërarchische meerdere die bevoegd is bij toepassing van artikel 5 van het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, van een ervaring die werd bepaald vóór de wijziging van een toekenning en waarop deze steunt.

De eis inzake volledige prestaties vastgesteld bij de voorafgaande bepalingen is niet meer noodzakelijk voor het in aanmerking nemen van de diensten die na 1 januari 2002 werden gepresteerd of van de diensten met onvolledige prestaties die reeds binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap in aanmerking werden genomen in het kader van een andere rechtsverhouding dan die waarop dit statuut steunt. ».

**Art. 30.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende drie leden :

« De in aanmerking komende diensten worden per volle maand berekend.

De in aanmerking komende diensten die op een volle kalendermaand betrekking hebben, worden rechtstreeks in de geldelijke anciënniteit meegeteld.

De in aanmerking komende diensten die geen betrekking hebben op een volle kalendermaand, worden in de geldelijke anciënniteit meegeteld in verhouding tot één maand per cumulatie van werkelijke diensten voor een totaal van 21 werkdagen met uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op die gedurende welke die voorwaarde voor het in aanmerking nemen vervuld is. ».

2° er wordt een zevende lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De onvolledige prestaties vermeld op hetzelfde attest worden samen voorgelegd met de vermelding van de percentsgewijze verhouding tussen die en de volledige prestaties en worden naar rata meegeteld. ».

**Art. 31.** In artikel 29, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « 10, 25, 20, 30 en 40 » vervangen door de woorden « 10, 25, 20 en 30. ».

**Art. 32.** In artikel 30 van hetzelfde besluit, wordt de vermelding

« - Eerste beambte	420/1	420/2	420/3	
- Eerstaanwezend beambte	410/1	410/2	410/3	
- Beambte	400/1 401/1* 402/1*	400/2 401/2* 402/2	400/3 401/3* 402/3*	»

afgeschaft.

**Art. 33.** Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de vermelding

« Hoofdcorrespondent der vorsing	220/2S»
----------------------------------	---------

wordt afgeschaft.

2° de vermelding « 222/2S » wordt vervangen door de vermelding « 270/2T »;

3° naast de graden « eerstaanwezend controleur van werken », « hoofdtekenaar » en « hoofdlandmeter-expert onroerende goederen », wordt de vermelding « 270/2S » vervangen door de vermelding « 270/2M ».

**Art. 34.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 35<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 35<sup>quater</sup>. Vanaf 1 maart 2002, ontvangen de ambtenaren van niveau 2+, categorie « gespecialiseerd personeel », ressorterend onder de kwalificatiegroep 2, die hun prestaties werkelijk verrichten in de buitendiensten van de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd, voor elke maand gedurende welke ze aanspraak daarop kunnen maken, voor het geheel of een deel van de maand, een forfaitair bedrag dat deel uitmaakt van de wedde en dat maandelijks wordt vastgesteld als volgt :

1° van maart 2002 tot december 2002 : 36,15 euro;

2° vanaf januari 2003 : 72,30 euro. ».

**Art. 35.** Bijlage IV van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de vermelding

« eerste hoofdcorrespondent der vorsing	eerste hoofdcorrespondent der vorsing	2 »
---	---------------------------------------	-----

wordt verplaatst tussen de vermelding

« hoofdmaatschappelijk assistent (Fr. « assistant social en chef »)	hoofdmaatschappelijk assistent (Fr. « assistant social en chef »)	3 »
--	--	-----

en de vermelding

«groepschef	groepschef	2 »
-------------	------------	-----

2° de vermelding

« hoofdcorrespondent der vorsing	hoofdcorrespondent der vorsing	2 »
----------------------------------	--------------------------------	-----

wordt vervangen door de vermelding

« eerste assistent	hoofdcorrespondent der vorsing	2 »
--------------------	--------------------------------	-----

3° de woorden « eerstaanwezend beambte » worden vervangen door de woorden « eerstaanwezend adjunct » en, naast de aldus gewijzigde vermeldingen, worden de cijfers « 2 » en « 3 » respectief door de cijfers « 1 » en « 2 » vervangen.

**Art. 36.** Bijlage VI van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 6, worden de woorden « Schaal 222/2S » vervangen door de woorden « Schaal 270/2T »;

2° na punt 7, wordt een punt *7bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« *7bis*. Schaal 270/2M

Minimum	21.988,17
Trappen	3(1) X 272,69 13(2) X 557,77»

*Afdeling 2.* — Bepalingen houdende de overgangsbezoldigingsregeling voor de ambtenaren van niveau 4 die in een graad van niveau 3 worden benoemd

**Art. 37.** De ambtenaren van niveau 4 die in een graad van niveau 3 worden benoemd bij toepassing van artikel 20 van dit besluit en waarvan de weddeschaal vastgesteld was in de kwalificatiegroep 1 of 2, genieten de volgende opeenvolgende weddeschalen :

1° van 1 januari 2002 tot 30 november 2002, de schaal 300/A, vastgesteld als volgt :

Minimum	12.518,63
Trappen	3(1) x 148,74 13(2) x 71,89;

2° van 1 december 2002 tot 31 december 2002, de schaal 300/A, vastgesteld als volgt :

Minimum	12.643,80
Trappen	3(1) x 150,22 13(2) x 72,60;

3° van 1 januari 2003 tot 31 december 2003, de schaal 300/A, vastgesteld als volgt :

Minimum	12.643,81
Trappen	3(1) x 150,22 13(2) x 185,27;

4° vanaf 1 januari 2004, de weddeschaal vastgesteld bij het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van de Regering dat die in de kwalificatiegroep 1 indeelt.

**Art. 38.** De ambtenaren van niveau 4 die in een graad van niveau 3 worden benoemd bij toepassing van artikel 20 van dit besluit en waarvan de weddeschaal vastgesteld was in de kwalificatiegroep 3, genieten de volgende opeenvolgende weddeschalen :

1° van 1 januari 2002 tot 30 november 2002, de schaal 300/B, vastgesteld als volgt :

Minimum	12.679,76
Trappen	3(1) x 148,74 13(2) x 71,89;

2° van 1 december 2002 tot 31 december 2002, de schaal 300/B, vastgesteld als volgt :

Minimum	12.806,54
Trappen	3(1) x 150,22 13(2) x 72,60;

3° van 1 januari 2003 tot 31 december 2003, de schaal 300/B, vastgesteld als volgt :

Minimum	13.495,08
Trappen	3(1) x 150,22 13(2) x 185,27;

4° vanaf 1 januari 2004, de weddeschaal vastgesteld bij het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van de Regering dat die in de kwalificatiegroep 2 indeelt.

**Art. 39.** Artikel 12, § 2, van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap is toepasselijk op de personeelsleden die vallen onder de bepalingen van deze afdeling.

*Afdeling 3.* — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van 23 november 2000 houdende sommige wijzigings- en overgangsbepalingen van de statuten van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, van het organiek reglement van het Ministerie en van de personeelsformaties van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en van het « Commissariat général aux Relations internationales ».

**Art. 40.** In artikel 31 van het besluit van de Regering van 23 november 2000 houdende sommige wijzigings- en overgangsbepalingen van de statuten van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, van het organiek reglement van het Ministerie en van de personeelsformaties van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en van het « Commissariat général aux Relations internationales », worden de woorden «van artikel 16 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2000 » vervangen door de woorden «van artikel 16 dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 2000 ».

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen betreffende de statuten van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »*

*Afdeling 1.* — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap)

**Art. 41.** Artikel 10 van het besluit van de Regering van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Bij de vakantverklaring betreffende een wervingsbetrekking, kan de raad van bestuur een ambtsprofiel vaststellen voor de gewenste kwalificatie en ervaring. ».

*Afdeling 2.* — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 12 januari 1998 betreffende het uitoefenen van een hoger ambt bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

**Art. 42.** In artikel 5 van het besluit van de Regering van 12 januari 1998 betreffende het uitoefenen van een hoger ambt bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance », worden de vermeldingen « 2, 3 en 4 » vervangen door de vermeldingen « 2 en 3 ».

**Art. 43.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de vermeldingen « 22, 32 of 42 » vervangen door de vermelding « 22 of 32 ».

HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere bepalingen betreffende de statuten van het personeel van het « Commissariat général aux relations internationales »*

*Enige afdeling.* — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 9 mei 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt bij het « Commissariat général aux relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België)

**Art. 44.** In artikel 5 van het besluit van de Regering van 9 mei 1997 betreffende de uitoefening van een hoger ambt bij het « Commissariat général aux relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België), worden de vermeldingen « 2, 3 en 4 » vervangen door de vermeldingen « 2 en 3 ».

**Art. 45.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, wordt de vermelding « 22, 32 of 42 » vervangen door de vermelding « 22 of 32 ».

HOOFDSTUK V. — *Slopbepalingen*

**Art. 46.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 1, 3, 6 tot 8, 18, 19, punten 2° tot 3°, 20, 21 tot 24, 27 en 28, 30 tot 32, 33, punten 1° en 3°, 35, punten 2° en 3°, 36, punt 2°, 37 tot 39, en 42 tot 45, die met ingang van 1 januari 2002 uitwerking hebben, en van artikel 34, dat met ingang van 1 maart 2002 uitwerking heeft.

**Art. 47.** De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Ambtenarenzaken,

C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

**Bijlage I bij het besluit van de Regering van 17 juli 2003 tot wijziging van het administratief statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering**

NN	NR	Nieuwe graad en nieuwe categorie	HN	HR	Huidige graad en huidige categorie
3	30 of 31	Adjunct of eerstaanwendend adjunct administratief	4	40, 41 of 42	Beambte of eerstaanwendend beambte administratief
3	30 of 31	Adjunct of eerstaanwendend adjunct technisch	4	40, 41 of 42	Beambte of eerstaanwendend beambte technisch

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 17 juli 2003 tot wijziging van het administratief statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Ambtenarenzaken,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2003 — 3598 (2003 — 2601)

[C — 2003/29534]

**8 MAI 2003. — Décret modifiant les dispositions applicables en matière de congés et organisant la protection de la maternité. — Errata**

Au *Moniteur belge* du 26 juin 2003, p 34465, dans la version française, il y a lieu de remplacer l'article 1<sup>er</sup> par l'article suivant :

« Article 1<sup>er</sup>. L'article 5 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1977 et par l'arrêté du Gouvernement du 8 mai 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Les membres du personnel définitif et temporaire, en activité de service visés à l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité obtiennent des congés exceptionnels dans les limites suivantes :

- a) pour le mariage du membre du personnel : quatre jours ouvrables;
- b) pour l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec qui, au moment de l'événement, le membre du personnel vit en couple : dix jours ouvrables;
- c) pour le décès du conjoint, de la personne avec qui le membre du personnel vivait en couple, d'un parent ou allié au 1<sup>er</sup> degré du membre du personnel ou de la personne avec qui il vit en couple : quatre jours ouvrables;
- d) pour le mariage d'un enfant du membre du personnel, d'un enfant du conjoint du membre du personnel ou d'un enfant de la personne avec qui il vit en couple : deux jours ouvrables;
- e) pour le décès d'un parent ou allié à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que le membre du personnel : deux jours ouvrables;

Aux mêmes conditions, ce congé est également accordé lors du décès d'un parent de la personne avec qui le membre du personnel vit en couple.

f) pour le décès d'un parent ou allié au 2<sup>e</sup> degré ou au 3<sup>e</sup> degré n'habitant pas sous le même toit que le membre du personnel : un jour ouvrable;

Aux mêmes conditions, ce congé est également accordé lors du décès d'un parent de la personne avec qui le membre du personnel vit en couple.

Ces congés exceptionnels sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activité de service.

Les congés précités doivent être pris par le membre du personnel dans les sept jours calendrier qui précèdent ou suivent l'événement pour lequel le congé lui est accordé. Ils peuvent être fractionnés.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le congé visé au point b doit être pris par le membre du personnel dans les vingt jours calendrier qui précèdent ou suivent l'événement pour lequel le congé lui est accordé. Il peut être fractionné.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par « jours ouvrables », les jours de scolarité. »